

Annexe XV

Réunion annuelle des ambassadeurs de Suisse
Berne - 1^{er} septembre 1972

Allocution de Monsieur Nello Celio, président de la Confédération

Messieurs les Ambassadeurs,

Préparer une conférence est toujours une tâche délicate; elle l'est doublement lorsqu'on s'adresse au corps diplomatique qui est censé tout connaître, en présence d'éminentes personnalités, telles que Monsieur le professeur Schmid avec lequel je me suis mesuré au service militaire dans la présentation de "Schnitzelbänken", ce que je me garderais bien de tenter sur le plan de la culture.

Parler du monde, c'est difficile, parler de l'Europe, ce complexe de nations et d'armées, cette rencontre, harmonieuse ou discordante, de mouvements religieux, d'idées philosophiques, d'expériences politiques, de républiques et de royaumes, d'églises et d'hérésies qui ont marqué la vie spirituelle du vieux continent, c'est encore plus malaisé.

Mais parler de la Suisse et de son avenir, c'est de loin la tâche la plus ardue qui puisse incomber à un mortel, même si l'on s'en tient au seul domaine économique.

Ne dit-on pas que la Suisse est un miracle? Si vous attendez de moi que je vous explique les miracles, vous n'êtes pas à la bonne adresse.



- 2 -

Mais une autre hypothèque pèse sur celui qui s'apprête à discourir sur l'avenir. L'homme éprouve souvent une admiration mal comprise du passé qu'il est porté à avoir sous des couleurs bucoliques, s'imaginant que tout était alors plus facile. C'est ainsi qu'on risque avec Goethe de condamner le progrès et même l'évolution du seul fait qu'elle suscite des problèmes et que l'être humain, indolent par nature, n'aime pas les ennuis et redoute les difficultés. C'est l'éternel conflit entre d'une part la tradition et les idées consacrées par le temps et, d'autre part, les forces annonciatrices d'un monde nouveau, entre certains privilèges acquis sans égard pour la collectivité et la justice, qu'elle soit humaine ou sociale, qui voudrait les éliminer ou tout au moins les atténuer.

"Zur Zeit, als es noch Könige gab, gab es noch Götter", disait Goethe, exprimant par là la profonde nostalgie d'un passé bientôt révolu et infiniment soucieux de l'avenir où "da kommen diese modernen Erzieher mit ihrer Verrücktheit und Welt, alles auf das einzelne Individuum zu reduzieren und lauter Götter der Selbständigkeit zu sein".

Toute appréciation portée sur l'évolution d'un Etat ou d'une société est en fait un jugement marqué par l'idéologie de celui qui l'émet. En réalité, l'âge d'or n'a jamais existé; simplement, l'on avait autrefois davantage de temps pour vivre et moins pour mourir, mais il est indéniable que seule une infime minorité de la population menait une vie agréable, et

- 3 -

si les charges étaient relativement moins lourdes, les bienfaits de l'existence étaient aussi plus modestes et les mesures d'ordre social quasiment inexistantes. S'il n'est pas certain que les gens étaient malheureux pour autant, il ne fait pas de doute que les rapports sociaux - tout au moins dans les pays industrialisés - se sont considérablement humanisés depuis lors.

Pour qui veut envisager l'avenir il y a bien sûr des éléments objectifs pour le cerner, mais chacun s'en fait tout de même une image propre selon ses penchants et ses expériences.

Voici cent ans, la Suisse commençait d'édifier ce qu'un récent auteur a appelé son "empire occulte", fruit de la conquête des marchés étrangers. Comme les siècles se suivent et se ressemblent, la demande étrangère s'était à ce point développée que l'industrie mécanique ne trouvait plus de main-d'oeuvre pour faire face aux exportations. Alors que notre pays comptait alors à peine 2,5 millions d'habitants réalisant un produit national brut d'environ un milliard de francs, nous sommes aujourd'hui 6,2 millions avec un produit national de plus de 100 milliards, autrement dit près de 13'000 francs par habitant contre 430 francs seulement il y a un siècle.

A cette époque déjà, la Suisse enregistrait une rapide croissance de sa population, de son revenu national et de son

- 4 -

produit national brut, ce qui faisait dire à Jakob Burckhardt: "Si auparavant la vie était une simple existence, elle est désormais devenue un commerce". Cette remarque désabusée du grand historien rejoint les critiques que l'on entend à l'heure actuelle. En ce temps déjà, on craignait que l'esprit malfaisant de l'industrie ne ruine la tradition helvétique, que la technique, hypothèque néfaste pour l'avenir, n'évince la culture et que les préoccupations commerciales ne l'emportent sur les valeurs éthiques et nationales.

Mais il est intéressant de constater que l'essor économique d'il y a un siècle allait de pair avec l'aggravation du Kulturkampf et la totale mécontente sur la revision de la constitution; les conséquences de la guerre de 1870/71 se faisaient lourdement sentir. Moins que dans d'autres pays toutefois, la communauté économique où l'homme, confronté aux réalités nouvelles, s'efforçait d'atteindre à une plus grande dignité et une plus grande liberté, avait exclu ceux que Marx appelait "die Verdamnten dieser Erde" le prolétariat.

Comme tous les profonds mouvements et vastes courants de l'histoire, les vagues du marxisme ont aussi déferlé sur notre pays, avec il est vrai moins de vigueur et de force qu'ailleurs, ce qui explique peut-être notre politique sociale actuelle qui se nourrit de compréhension et vise à la paix de travail. Ces vagues ont trouvé dans un patronat issu de l'artisanat et dans la taille modeste des entreprises un élé-

ment modérateur, de même que l'institution assez tôt des assurances sociales et des lois sur le travail contribuaient à instaurer un climat exempt de toute grave tension (si l'on fait abstraction des derniers temps de la première guerre mondiale). En lisant aujourd'hui les revendications de cette période agitée, on est tenté de voir dans les prétendus révolutionnaires de chez nous des gens somme toute extrêmement raisonnables.

Un siècle plus tard

J'ai évoqué devant vous la situation d'il y a un siècle, non point, cela va sans dire, pour vous apprendre quoi que ce soit - ce serait présomption de ma part - mais parce que la mutation que notre société a subie voici un siècle et la rupture qu'elle a consommée alors avec le passé est précisément en train de se répéter à l'heure qu'il est. Il est des moments de l'histoire où les structures par l'effet des transformations du monde extérieur, de l'évolution des représentations et des mentalités collectives, de l'accélération du progrès et de l'ampleur des problèmes sociaux qui en découlent, ne résistent plus au vent de l'histoire. Les crises d'ordre politique et social seront d'autant moins graves qu'on aura su mettre à temps en place de nouvelles structures.

Un siècle plus tard, l'économie a pris de tout autres dimensions, les conquêtes de la technique ont dépassé tous les

- 6 -

espoirs et les institutions sociales marquent un développement prodigieux.

En quoi consiste ce progrès, quelles en sont les causes et quelles en seront les conséquences? Ce sont là autant de questions qui appellent une réponse.

Je suis navré de devoir vous importuner avec quelques chiffres mais il importe de bien discerner l'ampleur du problème.

L'évolution à l'origine de l'économie suisse d'aujourd'hui

Faute de temps, je n'aborderai que l'évolution économique du pays; cela me conduirait trop loin d'examiner encore son évolution politique et sociale.

La Suisse, c'est devenu un lien commun de le rappeler, est une terre de contrastes, marquée par les diversités ethniques et religieuses. Mais on ne peut pas dire en revanche que ces contrastes soient très apparents dans le domaine économique. S'il n'y a pas une culture suisse, si sur le plan de la civilisation, notre pays a toujours puisé aux sources des grands courants d'idées qui se faisaient jour chez nos voisins, il est indéniable qu'il a toujours été fidèle à l'économie libérale et de marché et donc au libre jeu de la concurrence.

- 7 -

Si nous jetons maintenant un coup d'oeil sur les éléments constitutifs des facteurs de production au cours de ces vingt dernières années, nous constatons que notre pays a connu un rapide essor, ce qui explique aussi, dans une certaine mesure, les déséquilibres dont nous souffrons à l'heure qu'il est. Vous ne m'en voudrez pas de vous donner quelques chiffres.

La croissance de la population, qui a passé de 4,6 millions en 1950 à 6,3 millions en 1972, qui n'a guère dépassé 1 à 1,6 % entre 1950 et 1960, accuse des taux bien supérieurs (soit de 2 à 2,8 %) entre 1960 et 1965, pour redescendre ensuite entre 0,6 et 1 % de 1965 à 1972. Le coefficient moyen de croissance s'établit à 1,39 %. Ces chiffres montrent que nous avons enregistré le plus fort taux de croissance de la population étrangère entre 1960 et 1965, soit juste avant les mesures de stabilisation prises par le Conseil fédéral. En effet, les travailleurs étrangers au bénéfice du permis de séjour, qui étaient au nombre de 222'000 en 1955, passèrent à 370'000 en 1960 pour atteindre 637'000 en 1964 et redescendre à 608'000 en 1971. Le nombre des personnes actives en Suisse accuse un accroissement correspondant à celui de la population. Mais comme la croissance de la main-d'oeuvre étrangère est quatre fois plus élevée que celle de la population, il s'ensuit que la participation des Suisses au marché de l'emploi a subi une baisse imputable sans doute à la période plus longue de formation et à l'avancement relatif de l'âge de la retraite.

Le produit national réel, calculé aux prix de 1958, a passé de 23 milliards de francs en 1950 à 60 milliards en 1971. La progression annuelle moyenne est de 4,48 %. Comme la population a augmenté de 1,39 %, il faut en déduire que la croissance du bien-être en biens et prestations est en moyenne de 3 %.

La différence entre la croissance réelle (+ 4,48 %) et l'augmentation du nombre des postes de travail donne le taux de croissance de la productivité, soit quelque 3 % par an pendant 20 ans, ce qui implique un énorme effort de rationalisation.

Si le produit national réel brut s'inscrivait en 1971 à près de 60 milliards, le produit national brut nominal se montait à plus de 100 milliards. Autrement dit, la moitié à peu près de la croissance enregistrée durant ces vingt dernières années est due à la hausse des prix. Et ce phénomène est encore allé en s'accroissant ces dernières années.

Si l'on veut se faire une idée de l'orientation future, il est également intéressant de considérer l'évolution démographique par secteurs économiques. C'est ainsi qu'entre 1950 et 1960, le secteur secondaire (industrie, arts et métiers, construction) a connu la plus forte expansion (+ 27 %), suivi des services (+ 20 %) tandis que l'agriculture perdait 21 % de ses effectifs tout en augmentant sa production grâce à une rationalisation très poussée, tout au moins supérieure à celle des autres branches.

- 9 -

Dans les années 1960, le déclin du secteur primaire s'est poursuivi, le secteur secondaire a connu une légère expansion, alors que le secteur tertiaire marquait l'essor le plus prononcé, surtout dans le domaine des transports et dans la banque.

L'augmentation considérable de la production industrielle, qui a été réalisée en dépit d'un faible accroissement de la main-d'oeuvre, donne la mesure de l'effort de rationalisation entrepris dans ce secteur.

Le dernier recensement nous fournit les chiffres sui-

vants:

	<u>1970</u>	<u>1960</u>
Secteur primaire (agriculture)	7,6	13,2
Secteur secondaire (industrie et artisanat)	48,3	48,3
Secteur tertiaire (services)	44,1	38,0
La tendance est manifeste: recul dans l'agriculture, augmen- tation dans les services et stabilisation dans l'industrie et l'artisanat.		(0,5 % non attri- buable)

Permettez-moi une dernière considération sur l'évolution de ces dernières vingt années: le poids de l'intégration et la division internationale du travail, autrement dit de la production, a modifié la relation entre l'économie intérieure et le commerce extérieur.

Si en 1950, le 22 % du produit national était réalisé par le commerce extérieur, le taux atteint 32 % en 1972. Mais

- 10 -

L'étranger a aussi contribué dans une plus large mesure à satisfaire nos besoins en biens et services.

La consommation des ménages est descendue de 70 à 60 % du produit national; les achats de l'Etat sont demeurés constants (12 %), tandis que les investissements, qui représentaient en 1950 14 % du produit national brut, n'en constituent actuellement plus que 30 %.

L'évolution de l'économie suisse est donc caractérisée par le plein emploi, la présence de 800'000 travailleurs étrangers, le développement extraordinaire des services et l'essor de l'industrie, tandis que l'agriculture, tout en maintenant sa production, marque un recul des effectifs occupés. La participation des pouvoirs publics aux investissements n'a cessé de croître au cours de ces 20 dernières années, de sorte que les investissements de l'Etat entrent pour une plus large part dans le produit national brut.

Cette évolution accélérée n'a pas été sans entraîner un certain nombre de conséquences qu'il convient d'énumérer rapidement et qui sont en quelque sorte le prix qu'il convient de payer pour l'expansion et le bien-être.

Il importe en premier lieu de rappeler que la superficie de notre pays, 41'000 km², est improductive à raison de 10'000 km² et que sur les 30'000 restants, seule la moitié est habitable et bâtissable. Il en résulte une très forte concen-

- 11 -

tration de population, d'autant plus que le développement a été surtout le fait des zones hautement industrialisées. La population urbaine a augmenté de 1,9 million, c'est-à-dire que 75 % de l'augmentation totale s'est produite dans les villes.

Les besoins en services (hôpitaux, écoles, transports publics, routes, etc.) se sont déjà par ce fait multipliés sans qu'on ait pu les satisfaire entièrement. L'explosion économique a surpris le secteur public et à plus forte raison les particuliers, d'où une certaine insatisfaction de la population; il suffit de songer aux étudiants protestant à tort et à travers pour tout et contre tout, mais certainement à juste titre pour ce qui a trait à l'infrastructure universitaire, qui demeure insuffisante en dépit des réels efforts qui ont été faits.

Le développement industriel et la société de consommation se conjuguant avec la croissance démographique, ont largement contribué à faire du problème écologique, problème sans doute important et même grave, une arme servant à combattre non seulement les nuisances, mais aussi des projets raisonnables dont la réalisation est vitale pour l'avenir du pays. On pourrait faire un long discours sur l'écologie. Mais vous avez tous lu: "The Limits of Growth", et je vous ferai grâce de mes commentaires.

Les moyens d'action et les ressources financières dont disposent les pouvoirs publics apparaissent insuffisants pour

- 12 -

venir à bout des tâches du monde moderne. Les communes, les cantons, la Confédération ont de plus en plus de peine à trouver les recettes nécessaires à la couverture de leurs dépenses, sans compter que l'inflation, si elle se répercute aussitôt sur les dépenses, n'agit sur les recettes qu'avec un certain retard.

Mais le développement auquel nous assistons a aussi des effets psychologiques. Il ne fait pas l'ombre d'un doute que cette rapide évolution a transformé le monde et avec lui notre pays, en imposant de nouveaux modes de vie; les problèmes ont pris de nouvelles dimensions et ne peuvent plus être résolus au moyen des anciennes méthodes.

Tout cela implique pour l'être humain la nécessité de s'adapter aux nouvelles exigences et aux nouvelles formes de vie, de s'accorder avec un milieu en perpétuelle évolution, de discerner et de comprendre les problèmes de l'avenir. Je suis toujours étonné que cette mutation n'ait pas provoqué davantage de tensions politiques dans le pays.

Peut-être y a-t-il lieu de voir un signe prémonitoire dans la sympathie que notre peuple témoigne visiblement pour un retour à des formes de vie plus simples, à une certaine austérité dans tous les domaines, à la condition il est vrai que se soit le voisin qui en fasse les frais.

- 13 -

Je vous fais grâce d'autres conséquences heureuses ou fâcheuses de cette rapide évolution, mais je voudrais tout de même relever que, sur un plan purement matériel, elle a sans conteste abouti à une amélioration substantielle du niveau social du pays et a permis le développement inespéré des oeuvres sociales de la Confédération.

Tout ceci relève cependant du passé, d'un passé irréversible, fruit des décisions que l'Etat et les particuliers ont prises au fil des ans.

Et venons-en maintenant à la Suisse de 1972.

Si par sa surface et sa population elle occupe une place bien modeste sur la carte, sa puissance financière, monétaire, voire économique est loin d'être négligeable, vous le savez bien.

Zurich est probablement le marché des changes le plus important d'Europe. Notre système bancaire est de premier ordre, il est même trop développé à mon goût. Les créances détenues par les banques suisses sur le marché de l'euro-dollar représentent 1/4 du total et ne sont dépassées que par la place de Londres.

La fortune suisse à l'étranger - dont vous connaissez l'ampleur, puisque les chiffres ont été publiés par une de nos grandes banques - donne la mesure de nos investissements hors frontières. Ce chiffre est trois fois plus élevé que celui

- 14 -

de nos engagements. On prétend que nous sommes la quatrième puissance financière du monde et la douzième au point de vue économique.

Seuls les Etats-Unis, la Suède et le Canada ont un produit national brut par habitant supérieur au nôtre qui, avec 3'040 dollars, rejoint le produit national allemand.

La balance des revenus de l'exercice 1971, qui vient d'être publiée, fournit quelques indications intéressantes sur notre commerce extérieur, bien que cette année ait été marquée par un fléchissement de la conjoncture dans plusieurs pays.

Notre balance commerciale, avec 23 milliards de francs d'exportations et 29 milliards d'importations, accuse un solde passif de 6 milliards. Mais les touristes qui sont venus dans notre pays ont dépensé 4,4 milliards de francs, soit 2,2 milliards de plus que les Suisses à l'étranger. Bien que les travailleurs étrangers exportent 1,5 milliard de francs et les frontaliers 1,2 milliard, notre balance des revenus se solde par un actif de 1,8 milliard dû aux services (2,3 milliards) et aux revenus de capitaux (3,4 milliards).

Je ne ferai pas injure à vos connaissances des structures de l'économie suisse en vous indiquant la participation des différentes branches à la formation de notre produit national et à l'emploi de la main-d'oeuvre.

- 15 -

Il convient, en revanche, d'esquisser brièvement la situation conjoncturelle du pays avant de chercher à en discerner l'évolution future.

L'année 1971 et le premier semestre de 1972 ont été marqués par une situation particulièrement tendue des entreprises dont l'activité est axée sur le marché intérieur. Le bâtiment et les services, notamment, ont connu une expansion extraordinaire, tandis que les autres branches, tout en progressant, ont montré une relative tendance à la stabilisation.

Les prix de la construction et des services tout comme l'inflation importée laissent craindre que le taux de renchérissement se situera en 1972 entre 6 1/2 et 7 %. L'industrie d'exportation subit, elle aussi, la pression étrangère et c'est ainsi que nos ventes à l'étranger ont augmenté en valeur de 10,3 % contre 6,9 % un an auparavant.

Les chances de voir la hausse des prix se ralentir sous l'effet de l'évolution à l'étranger sont minimes, car la tendance qui se fait jour aux Etats-Unis, en France, en Allemagne et en Italie est à l'expansion. L'évolution des échanges commerciaux est jugée par les entreprises d'une façon encore plus optimiste qu'à la fin de 1971.

La consommation, stimulée par la hausse des revenus, s'est étendue (+ 10 %), ce qui confirme l'essor des importations de biens de consommation (+ 20 %).

- 16 -

Les pouvoirs publics n'échappent pas à la tendance générale, et tant les cantons que la Confédération se trouvent confrontés à une véritable explosion des dépenses qui excèdent les prévisions les plus pessimistes.

Il est évident que la hausse des prix et des coûts se reflète dans les salaires, dans les investissements et dans les achats de tous ordres, tandis que par ailleurs les oeuvres sociales doivent être ajustées pour tenir compte du niveau de vie général et du renchérissement. Ni les cantons, ni la Confédération ne sont à même d'équilibrer leur budget - comme le commanderait la nécessité de stabiliser la conjoncture - sans mettre en danger les institutions. Il est parfaitement compréhensible que cet état de choses suscite un vif mécontentement au sein de la population.

Le Conseil fédéral vient de prendre, sur le plan monétaire et dans le domaine de la construction, des mesures draconiennes dont il ne faut toutefois pas attendre une incidence immédiate, bien que, dans certaines régions, les effets en soient déjà perceptibles.

Quelle est au juste la situation des entreprises? L'évolution conjoncturelle a confirmé le schéma classique. La demande de biens et de services, aussi longtemps qu'il y a une capacité de production disponible, provoque des bénéfices élevés dus à une meilleure exploitation et à la hausse des prix. Mais à brève

échéance, l'explosion des coûts (salaires, matières premières, services) fait pencher la balance de l'autre côté et les bénéfices s'amenuisent. Les tensions se trouvent encore accentuées par les restrictions de main-d'oeuvre qui provoquent une hausse des salaires, entraînent une mutation des travailleurs vers les entreprises et les branches à haute rentabilité, et amènent parfois la fermeture d'usines qui, faute de rationalisation, ne sont plus armées pour tenir tête à la concurrence.

Dans ces conditions, les réformes de structures s'accélèrent dans deux directions. D'une part, on assiste à un effort très poussé de rationalisation, visant à privilégier les productions les plus rentables et d'autre part à la tentative, par le biais de fusions et d'associations, de réduire les coûts de production et de distribution.

La concentration des entreprises est un problème qui ne cesse de préoccuper de larges milieux et même le Parlement. On notera toutefois que le degré de concentration est très faible dans notre pays. 95 % des entreprises comptent moins de 50 ouvriers, 4,6 % d'entre elles ont jusqu'à 500 ouvrier et seulement 0,4 % dépassent ce dernier chiffre. La situation est moins favorable si l'on considère la répartition de la main-d'oeuvre: 38 % des travailleurs sont occupés dans les petites entreprises, 38 % dans les entreprises moyennes et le solde dans les grandes entreprises.

Il est évident qu'eu égard aussi bien à l'application des techniques modernes et à la recherche qu'à la nécessité de tenir tête à la concurrence étrangère, il faudra bien s'accommoder de cette évolution si nous voulons accéder à la complète libéralisation des échanges. On ne saurait nier toutefois que les entreprises mammoth sont au moins aussi dangereuses que les petites, mais ce danger ne semble pas encore s'esquisser à l'horizon, tout au moins chez nous.

Nous sommes parfaitement conscients que la concentration peut être néfaste au point de vue sociologique et politique; aussi importe-t-il de trouver un juste équilibre qui permette d'être compétitif sur le plan européen, sans pour autant tomber dans des dimensions incompatibles avec la structure du pays.

Certes, nous n'échappons pas non plus à l'influence des entreprises multinationales; il serait du plus haut intérêt, si nous en avons le temps d'en examiner la structure et les finalités. Pour me borner au domaine monétaire, qu'il me suffise de dire que la présence en Suisse de holdings multinationales n'est pas sans susciter de graves inconvénients du fait des transferts des capitaux auxquels elles donnent lieu.

Un regard global sur la situation actuelle de la Suisse nous amène à faire les observations suivantes:

Notre système économique est soumis à d'excessives tensions imputables à la demande tant étrangère qu'intérieure. Il

- 19 -

en résulte des poussées inflationnistes qui provoquent un renchérissement de l'ordre de 7 % par an.

Il importe d'autant plus de lutter contre la surchauffe et l'inflation que nous ne disposons en Suisse d'aucun excès de capacité de production et d'aucune réserve de main-d'oeuvre. Au contraire, notre économie ne fonctionne que grâce au concours de 800'000 travailleurs étrangers. Aussi la lutte contre l'inflation est-elle chez nous plus nécessaire, mais aussi plus difficile qu'ailleurs du fait déjà que les exportations jouent un rôle déterminant. Notre marché est en quelque sorte le monde entier.

La pénurie de main-d'oeuvre et les pressions extérieures faussent le jeu des forces régulatrices du marché; pour ne citer qu'un exemple, l'accroissement de la production, en renforçant la concurrence, pourrait stabiliser les prix; or, on ne saurait y parvenir que par un effort de rationalisation et l'on ne peut, par ailleurs, multiplier les emplois qu'en pompant la main-d'oeuvre d'autres secteurs.

Dans le domaine monétaire, du fait que nous disposons d'une monnaie forte (avec le deutschemark et le florin), nous sommes la cible préférée des crises monétaires, lesquelles provoquent chez nous un afflux de devises, surtout de dollars qui, si nous ne prenons aucune mesure, pénètrent dans notre circuit monétaire et augmentent la masse en circulation.

- 20 -

Le transfert de capitaux étrangers et l'énorme potentiel de crédit de l'euromarché, se combinant avec une demande globale qui dépasse largement notre capacité de production, alimentent l'inflation et neutralisent là encore les forces régulatrices du marché.

Dans ces conditions, il est indispensable d'intervenir, dans l'intérêt général, pour éviter de graves distorsions, tout en veillant à ne pas tomber dans un dangereux dirigisme qui pourrait conduire à la mort de l'économie de marché.

Ce qui est sans doute le plus inquiétant, c'est de constater que dans notre économie le prix ne règle plus la demande et qu'on n'adapte plus le niveau de vie à la productivité et à la création de richesses. C'est certainement là, en grande partie, l'effet de l'indexation des revenus et la conséquence des énormes bénéfices réalisés par le biais de l'inflation, de sorte que plus la vie renchérit et mieux on est à même de faire face à l'explosion des prix. De cette façon, pas plus le producteur que le vendeur n'ont lieu de se soucier des hausses, ni même l'acheteur puisque son revenu nominal augmente lui aussi. Toutes les mesures que nous prenons pour garantir le pouvoir d'achat sont inopérantes si nous ne respectons pas les règles du marché. Car, en dernière analyse, il y a tout de même un perdant, c'est l'économie du pays qui risque d'en être sérieusement ébranlée.

La situation actuelle, au niveau des pouvoirs publics, est caractérisée par l'explosion des dépenses et l'impossibilité de présenter des budgets restrictifs.

Pour ne citer que le cas de la Confédération, l'année 1973 nous a réservé des surprises budgétaires jamais rencontrées auparavant. Si l'on réduit de 600 millions les demandes formulées par les départements en vertu de leurs besoins, le budget accuse encore une dépense, sur quelque 11 milliards au total, de 1,65 milliard supérieure aux prévisions faites pour 1972, soit une progression de 16,8 % alors que le produit national brut n'augmentait simultanément que de 13 à 14 %. Cette évolution est certes propre à tous les pays d'Europe, mais il n'y a pas lieu pour autant de s'en accommoder. Tout porte à croire qu'ensuite du développement accéléré de l'économie, des crises de structures (en particulier dans le secteur monétaire) et surtout du revirement des esprits et des profonds bouleversements de la société la Suisse de demain sera tout sauf une extrapolation de la Suisse d'aujourd'hui.

La Suisse de demain

Quelle sera la Suisse de demain? Etant donné l'interdépendance des phénomènes économiques et la complexité d'un monde particulièrement mouvant, il va sans dire qu'on ne saurait porter un jugement prospectif avant d'avoir formulé un diagnostic sérieux de la situation actuelle et de l'évolution prévisible.

- 22 -

Permettez-moi de vous rappeler, en deux mots, les éléments essentiels du problème.

L'alternative guerre ou paix dans le monde est évidemment essentielle pour qui veut apprécier l'évolution future. Nous voulons croire que, pour de multiples raisons qu'il n'y a pas lieu d'expliquer à des professionnels de la diplomatie, nous ne serons pas confrontés à un conflit mondial.

La situation européenne sera elle aussi déterminante. Nous avons de la peine à croire à la possibilité d'une Europe autonome, qui jouerait le rôle de grande puissance et deviendrait un centre de décisions, lorsqu'on voit à quel point elle est divisée (des gouvernements risquent d'être renversés selon qu'ils choisissent tel ou tel système de télévision en couleurs) et la faible volonté qu'elle a d'assurer seule sa défense militaire.

Nous voulons croire par contre à une Europe à l'économie intégrée, dotée du respectable marché que constitue une communauté élargie, et nous voulons aussi espérer qu'il nous sera possible de participer à cette entreprise, c'est-à-dire que les chambres fédérales et le peuple seront prêts à prendre dans ce sens une option décisive pour notre économie et pour l'avenir de la nation. Nous avons la chance d'être un pays intact, doté d'une économie de marché fortement productive. Le monde se présente à nous organisé, il faut absolument que nous soyons de

la partie. Encore faut-il que le système monétaire mondial fonctionne à nouveau et qu'on ne rétablisse pas progressivement les entraves à la libéralisation des échanges qu'on a eu tant de mal à éliminer. Il suffit de penser à la crise des années 30 pour comprendre qu'il importe à tout prix de s'opposer à toute entrave dans les échanges internationaux.

Si ces conditions sont remplies et si la Suisse est prête à agir au lieu de se laisser pousser par les événements ou gagner par le défaitisme de ceux qui cherchent à saper les valeurs morales et matérielles, l'avenir du pays, bien que difficile, pourra s'édifier sans qu'il faille déplorer les vaines prédictions des Cassandres.

Une remarque me semble toutefois de rigueur. Indépendamment des conditions matérielles et de l'évolution européenne et mondiale, il est nécessaire que la direction politique du pays ait les moyens d'action qui lui permettra d'agir efficacement. Je ne pense pas que l'avenir puisse être maîtrisé par notre pragmatisme traditionnel et qu'on puisse en rester à l'idée que l'économie d'un pays est d'autant plus saine qu'elle est abandonnée à l'improvisation des intérêts particuliers. La primauté de l'intérêt^{particulier}/sur celui de la collectivité nationale ne sera bientôt plus acceptée. Il y a dès lors tout lieu de penser qu'à l'avenir notre économie se développera toujours plus, sans doute, selon les principes du marché, mais encadrée pas des mesures globales propres à éviter les distorsions et les graves perturbations, car les règles fondamentales de l'économie ne suffisent plus dans un macrosystème.

Je ne partage pas l'opinion utopique de ceux qui entendent créer du nouveau par simple désir d'innover, mais je suis convaincu que notre démocratie, ouverte aux réformes, sans condamner pour autant la société moderne, saura, dans une perspective internationale, dépasser les structures traditionnelles en vue d'éviter la répétition des erreurs ou des imprévoyances dont nous nous sommes rendus coupables dans les domaines de l'environnement, de la main-d'oeuvre étrangère, du logement, de l'infrastructure, de l'inflation des coûts et des salaires, qui sont en quelque sorte le tribut que nous sommes maintenant appelés à payer à l'expansion.

La sauvegarde de l'environnement, la limitation des ressources, l'indispensable division du travail en fonction des conditions de productivité, le développement du tiers-monde, enfin, nous obligeront à une certaine discipline que seuls les pouvoirs publics seront en mesure d'imposer.

Mais il faudra aussi que notre population en vienne peu à peu à accepter l'idée que la prospérité du pays et le niveau d'existence, l'un des plus élevés du monde, doivent désormais céder le pas à une meilleure qualité de la vie. Bien que l'économie ne soit pas une science exacte, on ne saurait impunément viser à une expansion sans fin sur un territoire limité, s'accommoder de tensions entre la demande et l'offre sans risquer l'inflation, prendre son parti d'une forte immigration sans compromettre le marché du logement, ni laisser affluer les capitaux étrangers sans qu'il n'en résulte une perturbation

du marché mobilier et immobilier. La liberté qui conduit à l'anarchie est l'ennemie de toute liberté.

Ceci dit, examinons brièvement qu'elle pourrait être l'évolution ces vingt prochaines années. Pour une part, elle sera le fruit de notre volonté, de notre engagement, mais dans une certaine mesure nous la subirons aussi.

Cela nous amène à une alternative qui fait aujourd'hui l'objet d'un large débat dans le monde, jusqu'au sein de notre parlement, et qui est même devenue le cheval de bataille d'une certaine opposition. Croissance continue ou croissance nulle?

Poser la question dans toutes ses implications, c'est déjà la résoudre. La croissance nulle aboutit à une société bloquée, à l'arrêt de tout progrès, elle implique le refus de l'évolution du monde, l'abandon de toute recherche et de toute science, la négation de tout avenir créateur. Seuls des rêveurs peuvent songer un seul instant à stopper la croissance. Et s'il est vrai que l'homme moderne s'est imaginé à tort que la nature était à son service et qu'il en a dès lors abusé, il faut aussi se garder de faire de toute atteinte au milieu et à l'environnement un problème d'écologie. Entre l'homme maître de la nature tel que nous le dépeint la Genèse, celui aussi de Descartes et de Kant, et Saint François d'Assise avec sa république des créatures, il y a certainement place pour un moyen terme, tout comme il y a un juste milieu entre Adam Smith et les théoriciens marxistes.

Il est évident, à mon sens, que le taux d'accroissement de l'effectif des travailleurs étrangers va tendre vers zéro en vertu de la politique de stabilisation suivie par le Conseil fédéral et que nous ne sommes pas prêts d'abandonner.

Il est d'ailleurs fort possible que le développement économique des pays surpeuplés (Italie - pays arabes - Yougoslavie) peut-être même certains changements de régime politique ne nous permettront plus à l'avenir de recruter une main-d'oeuvre suffisante ou tout au moins une main-d'oeuvre suffisamment qualifiée pour assurer la production spécialisée vers laquelle nous nous acheminons. Il sied toutefois de rappeler qu'après 1980 nous bénéficierons du concours de la seconde génération de travailleurs étrangers, main-d'oeuvre à forte natalité.

Nous ne pourrions accroître la production et la productivité qu'en faisant appel à de nouveaux modes de fabrication ou en nous spécialisant dans des produits de haute qualité, qui, avec la même main-d'oeuvre, assurent un rendement plus élevé. Il faudra alors consentir d'importants investissements qui entraîneront un resserrement du marché des capitaux, pour autant que la liquidité de l'euromarché soit résorbée par les Etats-Unis; sinon, on pourrait assister à un endettement progressif de nos entreprises envers les marchés étrangers et à un revirement de notre balance, actuellement créditrice, ce qui serait certainement regrettable.

Ce resserrement du marché financier pourrait sans doute être atténué à proportion de l'augmentation de l'épargne qui, il est vrai, atteint aujourd'hui déjà un taux assez élevé, en dépit d'une inflation supérieure à l'intérêt hypothécaire. Si l'on admet - selon Kneschaurek - que la main-d'oeuvre s'accroîtra de 0,5 % (0,7 % selon d'autres auteurs) et si l'on considère le vieillissement de la population et l'allongement de la période de formation, la productivité du travail devrait atteindre, grâce également aux nouvelles techniques, une progression de 2 à 3 % et cela malgré un taux d'investissement presque double.

La reconversion des entreprises et la restructuration des industries conduiront inévitablement au démantèlement de structures économiques désuètes qui ne pourront plus coexister avec les nouvelles structures. Que toutes ces mutations puissent susciter des difficultés d'ordre social me paraît l'évidence même. Le problème du recyclage de la main-d'oeuvre et du déplacement des foyers sera déjà, à lui seul, suffisamment préoccupant.

A la suite de ces transformations, on devra s'attendre, selon l'Eurofinance, à un ralentissement général du taux de croissance en Suisse, au profit des nations qui disposent encore de main-d'oeuvre et d'un potentiel libre de production. Je vous ferai grâce des statistiques. Ce qui importe, c'est que l'accroissement, même s'il demeure faible, se fasse de façon régulière

et harmonieuse, ce qui permettra aussi de familiariser progressivement la main-d'oeuvre avec les nouvelles méthodes de production.

Sur un autre plan, l'instauration d'un système monétaire plus souple, qui conserverait néanmoins les parités fixes, devrait permettre ces prochaines années de mieux contenir les poussées inflationnistes. Reste enfin le problème des coûts, et l'on peut à cet égard se demander si l'opinion de Galbraith sur les syndicats est valable ou non pour notre pays.

Pour ma part, je serais plutôt enclin à penser que ce qui vaut pour les Etats-Unis et la Grande-Bretagne en matière syndicale, n'est pas nécessairement valable pour un petit pays comme le nôtre, mû par une autre philosophie et d'autres intérêts et où les syndicats sont très conscients de leurs devoirs. N'oublions pas non plus que la prospérité n'est pas un but auquel notre jeunesse aspire à tout prix, ce qui serait d'ailleurs de nature à tempérer les effets d'une croissance excessive et à réduire les dangers qu'elle comporte pour l'humanité et l'équilibre naturel. Au surplus, la libéralisation des échanges et la concurrence accrue auront certainement un effet bénéfique sur les prix, puisque l'offre globale s'accroîtra dans un marché en expansion.

Mais en marge de ces problèmes, il faut bien reconnaître que notre législation, je songe ce faisant surtout au droit des sociétés encore loin de s'accorder avec le dynamisme des entre-

prises, de même que l'aménagement du territoire retarde considérablement sur l'évolution industrielle.

Il apparaît difficile de dire aujourd'hui si une croissance du commerce mondial qui serait de l'ordre de 7 % selon les prévisions - croissance d'ailleurs que nous n'atteindrons certainement pas - ne finira pas, à la longue, par nous faire perdre la position prééminente dont nous jouissons aujourd'hui. En effet, si ces prévisions devaient se réaliser, notre part au commerce mondial ne pourrait que s'amenuiser, d'où pour nous une perte d'influence.

La nécessité, plus impériale que jamais, de former des spécialités dans les multiples secteurs d'une économie en pleine mue et d'assurer une planification à l'échelon national entraînera nécessairement une augmentation des dépenses de l'Etat et un accroissement des charges fiscales. Notre fiscalité a pu, jusqu'ici, se maintenir 15 à 20 % en dessous du niveau européen. La croissance des besoins et l'essor des prétentions aboutiront tout naturellement à un équilibre et à une harmonisation dans ce domaine. Il est toutefois à craindre que tout cela n'affaiblisse notre commerce extérieur, élément déterminant de notre économie.

Dans le cadre de l'économie générale du pays, je pourrai me livrer à bien d'autres considérations encore. Je me bornerai toutefois à évoquer ici le problème de l'énergie, problème européen et même mondial.

Sur le plan mondial, le prix de l'énergie thermique produite par l'huile et les pétroles risque fort d'augmenter considérablement au cours de ces dix à vingt prochaines années, en raison surtout des difficultés d'approvisionnement des Etats-Unis. Le monde arabe en profitera, cela ne me semble pas faire l'ombre d'un doute. Mais la Suisse, dès 1975, devra surmonter dans ce secteur les plus grandes difficultés, non seulement au niveau des prix, mais aussi dans le domaine de l'approvisionnement. Nous serons donc amenés à résoudre le problème de l'implantation des centrales nucléaires, et, le cas échéant, à étudier celui de l'enrichissement de l'uranium sur le plan européen ou à envisager la construction de réacteurs à uranium non enrichi.

Mais s'il appartiendra aux pouvoirs publics de divers Etats à résoudre ces divers problèmes durant ces 20 ou 30 prochaines années, il est certain que les entreprises industrielles elles-mêmes seront directement confrontées avec ces difficultés.

La technicité croissante du monde de demain nécessitera des investissements tels qu'ils excéderont, dans la plupart des cas, les possibilités matérielles des entreprises. Le problème ne s'arrête d'ailleurs pas là. Les milieux intéressés ne seront prêts à fournir l'effort financier nécessaire qu'à condition d'être assurés d'un certain rendement. Or on en arrive vite, dès lors, aux positions de monopole ou à la constitution d'entreprises de grande envergure.

Comment éviter cette concentration ou ces positions de monopole tout en réduisant le risque d'une progression des coûts, y compris dans le secteur tertiaire, celui donc des services? Ces entreprises devront-elles être plus ou moins nationalisées aux fins d'atténuer les risques? L'évolution suivie dans ce domaine par l'Italie me paraît personnellement funeste.

Je pense que l'abandon du principe de la maximisation du profit pourrait justifier certaines concessions dans le domaine de la sécurité économique devant des investissements qui, par leur nature même, ne sauraient toujours répondre aux critères de la prudence commerciale, mais qui sont néanmoins indispensables à la recherche appliquée et au développement technique. C'est d'ailleurs ce qui se fait aujourd'hui déjà dans l'aviation.

Nous pourrions aborder encore le chapitre des structures sociales et de la participation. J'y renonce, car ce problème relève davantage de la philosophie et de la politique syndicale que de l'économie. Et surtout je ne veux pas abuser de votre patience.

Faire l'histoire par anticipation est toujours une gageure et les prévisions que l'on risque sont fatalement des vues de l'esprit qui souvent masquent des désirs inavoués.

Sans vouloir du tout dramatiser la situation, une chose est toutefois certaine, c'est que le monde occidental - nous en

prenons tous peu à peu conscience - a désormais atteint un seuil quasiment infranchissable. Nous nous sommes affranchis plus ou moins de la fatigue physique pour en arriver finalement à détruire par nos propres oeuvres ce que la nature a mis des milliers de siècles à édifier. Au moment précisément où nous pensions avoir maîtrisé les forces de la nature, celle-ci se venge; c'est l'éternel problème de l'humanité qui crée elle-même l'instrument de sa destruction.

Devant cette situation hautement préoccupante, ayons le courage de consentir à une démarche de sagesse: soyons moins exigeants, plus modestes dans notre recherche du superflu et protégeons nos ressources dans le dessein de sauvegarder la vie et d'en améliorer la qualité.